



RAPPORT DE GESTION INTERMÉDIAIRE

DEUXIÈME TRIMESTRE 2026

TABLE DES MATIÈRES

PROFIL DE L'ENTREPRISE	2
SECTEURS D'ACTIVITÉS	2
FAITS SAILLANTS DEPUIS LA FIN DU PREMIER TRIMESTRE 2026	3
MESURES NON NORMALISÉES EN VERTU DES IFRS	3
ANALYSE DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS	4
ANALYSE PAR SECTEURS D'ACTIVITÉS	7
FLUX DE TRÉSORERIE ET SITUATION FINANCIÈRE	13
INFORMATIONS ADDITIONNELLES	16
SÉLECTION DE DONNÉES FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES	19

PROFIL DE L'ENTREPRISE

Groupe TVA inc. (« Groupe TVA », « TVA » ou la « Société »), filiale de Québecor Média inc. (« QMI » ou la « société mère »), est une entreprise de communication qui œuvre dans quatre secteurs d'activités : la Télédiffusion, les Services cinématographiques et audiovisuels, les Magazines ainsi que la Production et la distribution. En Télédiffusion, la Société est active en création, en diffusion et en production d'émissions de divertissement, de sports, d'information et d'affaires publiques ainsi qu'en production commerciale. Elle exploite le plus important réseau privé de télévision de langue française en Amérique du Nord, en plus d'exploiter neuf services spécialisés. Le secteur Services cinématographiques et audiovisuels offre des services de location de studios, de mobiles et d'équipements ainsi que des services de postproduction. Dans le secteur Magazines, Groupe TVA publie de nombreux titres, ce qui en fait le plus important éditeur de magazines au Québec. Le secteur Production et distribution se spécialise dans la production et la distribution d'émissions de télévision destinées au marché mondial. Les actions classe B de la Société sont inscrites à la Bourse de Toronto sous le symbole TVA.B.

Le présent rapport de gestion intermédiaire couvre les principales activités du deuxième trimestre 2026 ainsi que les plus importants changements effectués en regard de l'exercice financier précédent. Les états financiers consolidés résumés de la Société pour les périodes de trois mois et six mois terminées les 30 juin 2026 et 2025 ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») dont, en particulier, conformément à l'IAS 34, *Information financière intermédiaire*.

Le présent rapport devrait être lu en parallèle avec les informations contenues dans les états financiers consolidés et le rapport de gestion de l'exercice financier terminé le 31 décembre 2025, de même qu'avec les états financiers consolidés résumés au 30 juin 2026. Tous les montants sont en dollars canadiens.

SECTEURS D'ACTIVITÉS

Les activités de la Société se composent des secteurs suivants :

- **Le secteur Télédiffusion** inclut les activités du Réseau TVA, des services spécialisés, la commercialisation de produits numériques associés aux différentes marques télévisuelles ainsi que les activités de production commerciale et d'édition sur mesure, notamment par l'entremise de sa filiale Communications Qolab inc. (« **Qolab** »).
- **Le secteur Services cinématographiques et audiovisuels (« MELS »)** inclut les activités de services de location de studios, de mobiles et d'équipements, les activités de doublage et de sous-titrage (« **services d'accessibilité média** ») ainsi que les services de postproduction et de production virtuelle.
- **Le secteur Magazines** comprend les activités d'édition de magazines ainsi que la commercialisation de produits numériques associés aux différentes marques liées aux magazines.
- **Le secteur Production et distribution**, par l'entremise, entre autres, des sociétés du groupe Incendo (« **Incendo** »), inclut les activités de production et de distribution d'émissions de télévision, de films et de téléseries destinés au marché mondial.

FAITS SAILLANTS DEPUIS LA FIN DU PREMIER TRIMESTRE 2026

- Le 29 juin 2026, la Société a amendé sa facilité de crédit renouvelable garantie de 120 000 000 \$ auprès de QMI afin de proroger son échéance du 30 juin 2026 au 30 juin 2027.
- Le 1^{er} juin 2026, la Société a acquis l'entreprise Transmission Squelch inc. (« Squelch »), un chef de file québécois dans le domaine des communications et de la transmission de signaux audio sans fil pour un prix d'acquisition préliminaire de 1 743 000 \$. Les activités de Squelch ont été intégrées à celles de MELS, permettant ainsi de créer un guichet unique de services techniques.

MESURES NON NORMALISÉES EN VERTU DES IFRS

Pour évaluer son rendement financier, la Société utilise certaines mesures qui ne sont pas calculées selon, ni ne sont reconnues par les IFRS. La méthode de calcul des mesures financières hors IFRS de la Société peut différer de celles utilisées par d'autres entreprises et, par conséquent, les mesures financières qu'elle présente dans ce rapport de gestion peuvent ne pas être comparables à d'autres mesures ayant des noms semblables divulguées par d'autres entreprises.

BAIIA ajusté

Dans son analyse des résultats d'exploitation, la Société définit le BAIIA ajusté, tel que concilié avec le bénéfice net (la perte nette) conformément aux IFRS, comme le bénéfice net (la perte nette) avant l'amortissement, les (revenus) frais financiers, les frais de restructuration et autres, les impôts sur le bénéfice (recouvrement d'impôts) et la part du bénéfice dans des sociétés associées. Le BAIIA ajusté, tel que défini ci-dessus, n'est pas une mesure des résultats définie conformément aux IFRS. Ce n'est pas non plus une mesure destinée à remplacer d'autres outils d'évaluation du rendement financier ou l'état des flux de trésorerie comme indicateur de liquidités. Cette mesure ne devrait pas être considérée isolément ou comme substitut aux autres mesures de rendement calculées selon les IFRS. La direction et le conseil d'administration de la Société utilisent cette mesure pour évaluer tant les résultats consolidés de la Société que les résultats des secteurs d'activités qui en font partie. Cette mesure élimine le niveau substantiel d'amortissement des actifs corporels et incorporels, y compris toute charge de dépréciation d'actifs, ainsi que le coût associé à des mesures ponctuelles de restructuration, et n'est pas affectée par la structure du capital ou par les activités d'investissement de la Société et de ses différents secteurs d'activités. En outre, le BAIIA ajusté est utile, car il constitue un élément important des régimes de rémunération incitative annuels de la Société. La définition du BAIIA ajusté de la Société peut différer de celle utilisée par d'autres entreprises.

Le tableau 1 présente le rapprochement du BAIIA ajusté (BAIIA ajusté négatif) avec le bénéfice net (la perte nette) attribuable aux actionnaires divulgué(e) aux états financiers consolidés résumés de la Société.

Tableau 1

Rapprochement du BAIIA ajusté (BAIIA ajusté négatif) présenté dans ce rapport avec le bénéfice net (la perte nette) attribuable aux actionnaires divulgué(e) aux états financiers consolidés résumés
(en milliers de dollars)

	Trois mois terminés les 30 juin		Six mois terminés les 30 juin	
	2026	2025	2026	2025
BAIIA ajusté (BAIIA ajusté négatif) :				
Télédiffusion	20 848 \$	2 228 \$	21 626 \$	(17 485) \$
Services cinématographiques et audiovisuels	2 016	2 191	136	2 314
Magazines	507	648	612	467
Production et distribution	(137)	(2 859)	(214)	(2 842)
Éléments intersectoriels	79	(454)	157	(1 194)
	23 313	1 754	22 317	(18 740)
Amortissement	4 475	4 682	8 986	9 652
(Revenus) frais financiers	(502)	913	(814)	1 239
Frais de restructuration et autres	1 525	2 740	2 193	4 612
Impôts sur le bénéfice (recouvrement d'impôts)	4 770	(1 640)	3 245	(8 909)
Part du bénéfice dans des sociétés associées	(144)	(148)	(207)	(232)
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actionnaires	13 189 \$	(4 793) \$	8 914 \$	(25 102) \$

ANALYSE DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS

Comparaison des deuxièmes trimestres 2026 et 2025

Revenus de 143 264 000 \$, en hausse de 13 849 000 \$ (10,7 %).

- Augmentation dans les secteurs Télédiffusion (13 128 000 \$ ou 12,0 % des revenus du secteur) ainsi que Services cinématographiques et audiovisuels (480 000 \$ ou 3,3 %).
- Diminution dans les secteurs Magazines (829 000 \$ ou -10,9 %) ainsi que Production et distribution (51 000 \$ ou -3,7 %).

BAIIA ajusté de 23 313 000 \$, soit une variation favorable de 21 559 000 \$.

- Écart favorable dans les secteurs Télédiffusion (18 620 000 \$) ainsi que Production et distribution (2 722 000 \$).
- Écart défavorable dans les secteurs Magazines (141 000 \$ ou -21,8 % du BAIIA ajusté du secteur) ainsi que Services cinématographiques et audiovisuels (175 000 \$ ou -8,0 %).

Bénéfice net attribuable aux actionnaires de 13 189 000 \$ (0,31 \$ par action de base), comparativement à une perte nette attribuable aux actionnaires de 4 793 000 \$ (-0,11 \$ par action de base) pour la même période de 2025. Cet écart favorable de 17 982 000 \$ (0,42 \$ par action de base) s'explique essentiellement par :

- l'écart favorable de 21 559 000 \$ au niveau du BAIIA ajusté;
- l'écart favorable de 1 415 000 \$ au niveau des revenus et frais financiers; et

- l'écart favorable de 1 215 000 \$ au niveau des frais de restructuration et autres;

contrebalancés en partie par :

- l'écart défavorable de 6 410 000 \$ au niveau des impôts sur le bénéfice et du recouvrement d'impôts.

Charge d'amortissement de 4 475 000 \$, soit une baisse de 207 000 \$ qui s'explique essentiellement par la baisse de la charge d'amortissement associée à des équipements techniques ainsi qu'à des équipements destinés à la location complètement amortis. Cette baisse a été contrebalancée en partie par la hausse de la charge d'amortissement pour des logiciels.

Revenus financiers de 502 000 \$, soit un écart favorable de 1 415 000 \$ découlant principalement de l'absence de charge d'intérêts sur la dette auprès de la société mère pour le deuxième trimestre 2026, en lien avec le remboursement de celle-ci en totalité à la fin de l'exercice 2025, de la diminution des intérêts sur les obligations locatives ainsi qu'à l'augmentation des revenus d'intérêts sur les espèces.

Frais de restructuration et autres de 1 525 000 \$ pour le deuxième trimestre de 2026 comparativement à 2 740 000 \$ pour la période correspondante de 2025, soit un écart favorable de 1 215 000 \$.

- Au cours du deuxième trimestre 2026, la Société a comptabilisé une charge de 1 504 000 \$ découlant de la réduction de postes et de la mise en place de mesures de réduction de coûts, dont 1 041 000 \$ dans le secteur Télédiffusion, 386 000 \$ dans le secteur Services cinématographiques et audiovisuels, 71 000 \$ dans le secteur Magazines ainsi que 6 000 \$ dans le secteur Production et distribution (une charge de 2 633 000 \$ pour la période correspondante de 2025 dont 2 098 000 \$ dans le secteur Télédiffusion et 535 000 \$ dans le secteur Magazines).

Impôts sur le bénéfice de 4 770 000 \$ (taux d'imposition effectif de 26,8 %) au cours du deuxième trimestre 2026, comparativement à un recouvrement d'impôts de 1 640 000 \$ (taux d'imposition effectif de 24,9 %) à la même période de 2025, soit un écart défavorable de 6 410 000 \$ qui s'explique principalement par la réalisation d'un bénéfice imposable à des fins fiscales pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2026 alors qu'une perte déductible avait été réalisée au cours de la période correspondante de 2025. Le taux d'imposition effectif inférieur au taux statutaire de 26,5 % pour le deuxième trimestre 2025 s'explique essentiellement par la comptabilisation d'impôts étrangers. Les taux d'imposition effectifs sont calculés en considérant seulement les éléments imposables et déductibles.

Part du bénéfice dans des sociétés associées de 144 000 \$ au deuxième trimestre 2026, comparativement à 148 000 \$ pour le trimestre correspondant de 2025, soit un léger écart défavorable de 4 000 \$ qui s'explique par la baisse des résultats financiers d'une entreprise associée dans le domaine de la télévision.

Comparaison des six premiers mois de 2026 et 2025

Revenus de 261 057 000 \$, en hausse de 11 974 000 \$ (4,8 %).

- Augmentation dans le secteur Télédiffusion (15 162 000 \$ ou 7,2 % des revenus du secteur).
- Diminution dans les secteurs Magazines (2 151 000 \$ ou -14,7 %), Services cinématographiques et audiovisuels (2 143 000 \$ ou -7,9 %) ainsi que Production et distribution (910 000 \$ ou -27,9 %).

BAIIA ajusté de 22 317 000 \$, soit un écart favorable de 41 057 000 \$.

- Écart favorable dans les secteurs Télédiffusion (39 111 000 \$), Production et distribution (2 628 000 \$) ainsi que Magazines (145 000 \$ ou 31,0 % du BAIIA ajusté du secteur).
- Écart défavorable dans le secteur Services cinématographiques et audiovisuels (2 178 000 \$ ou -94,1 %).

Bénéfice net attribuable aux actionnaires de 8 914 000 \$ (0,21 \$ par action de base) au cours des six premiers mois de 2026, comparativement à une perte nette attribuable aux actionnaires de 25 102 000 \$ (-0,58 \$ par action de base) pour la même période de 2025, soit un écart favorable de 34 016 000 \$ (0,79 \$ par action de base) qui s'explique essentiellement par :

- l'écart favorable de 41 057 000 \$ au niveau du BAIIA ajusté et du BAIIA ajusté négatif;
- l'écart favorable de 2 419 000 \$ au niveau des frais de restructuration et autres; et
- l'écart favorable de 2 053 000 \$ au niveau des revenus et frais financiers;

contrebalancés en partie par :

- l'écart défavorable de 12 154 000 \$ au niveau des impôts sur le bénéfice et du recouvrement d'impôts.

Charge d'amortissement de 8 986 000 \$, soit une baisse de 666 000 \$ qui s'explique essentiellement par la baisse de la charge d'amortissement associée à des actifs liés aux immeubles ainsi qu'à des équipements destinés à la location complètement amortis.

Revenus financiers de 814 000 \$, soit un écart favorable de 2 053 000 \$ découlant principalement des mêmes éléments que ceux mentionnés dans la comparaison des deuxièmes trimestres 2026 et 2025.

Frais de restructuration et autres de 2 193 000 \$ pour les six premiers mois de 2026 comparativement à 4 612 000 \$ pour la période correspondante de 2025, soit un écart favorable de 2 419 000 \$.

- Au cours du premier semestre 2026, la Société a enregistré une charge de 2 709 000 \$ découlant de la réduction de postes et de la mise en place de mesures de réduction de coûts, dont 2 245 000 \$ dans le secteur Télédiffusion, 387 000 \$ dans le secteur Services cinématographiques et audiovisuels, 71 000 \$ dans le secteur Magazines ainsi que 6 000 \$ dans le secteur Production et distribution (une charge de 4 827 000 \$ pour la période correspondante de 2025 dont 3 832 000 \$ dans le secteur Télédiffusion, 535 000 \$ dans le secteur Magazines, 322 000 \$ dans le secteur Production et distribution ainsi que 138 000 \$ dans le secteur Services cinématographiques et audiovisuels).
- Le 1^{er} janvier 2026, la Société a procédé à la vente d'actifs de sa division TVA Films à Québecor Films inc., une filiale de Québecor Média, pour un produit de disposition de 2 000 000 \$, plus le montant des passifs assumés dans le cadre de la transaction. Cette transaction a entraîné la comptabilisation d'un gain sur disposition de 575 000 \$.
- Au cours du premier trimestre 2025, la Société a comptabilisé un gain de 322 000 \$ lié à la liquidation d'un placement de portefeuille.

Impôts sur le bénéfice de 3 245 000 \$ (taux d'imposition effectif de 27,2 %) pour les six premiers mois de 2026, comparativement à un recouvrement d'impôts de 8 909 000 \$ (taux d'imposition effectif de 26,0 %) à la même période de 2025, soit un écart défavorable de 12 154 000 \$ qui s'explique principalement par la réalisation d'un bénéfice imposable à des fins fiscales pour le premier semestre 2026 alors qu'une perte déductible avait été réalisée pour la période correspondante de 2025. Le taux d'imposition effectif supérieur au taux statutaire de 26,5 % pour les six premiers mois de 2026 s'explique essentiellement par la comptabilisation d'impôts étrangers. Le taux d'imposition effectif inférieur au taux statutaire de 26,5 % pour les six premiers mois de 2025 s'explique essentiellement par le même élément que celui mentionné dans la comparaison des deuxièmes trimestres 2026 et 2025. Les taux d'imposition effectifs sont calculés en considérant seulement les éléments imposables et déductibles.

Part du bénéfice dans des sociétés associées de 207 000 \$ au cours des six premiers mois de 2026, comparativement à 232 000 \$ pour la période correspondante de 2025, soit un écart défavorable de 25 000 \$ qui s'explique par le même élément que celui mentionné dans la comparaison des deuxièmes trimestres 2026 et 2025.

ANALYSE PAR SECTEURS D'ACTIVITÉS

Télédiffusion

Comparaison des deuxièmes trimestres 2026 et 2025

Revenus de 122 824 000 \$, soit une hausse de 13 128 000 \$ (12,0 %), principalement attribuable à :

- l'augmentation de 134,9 % des revenus publicitaires et de 27,2 % des revenus d'abonnement de TVA Sports découlant essentiellement de la présence des Canadiens de Montréal dans les séries éliminatoires de la Ligue nationale de hockey (« LNH ») ainsi que de l'entente conclue sur les taux de redevances de la chaîne au cours du quatrième trimestre 2025;

contrebalancée en partie par :

- la baisse de 7,2 % des revenus publicitaires du Réseau TVA;
- la baisse de 15,2 % des revenus publicitaires des chaînes d'information et de 11,0 % des revenus publicitaires des chaînes de divertissement; et
- la baisse de 19,1 % des revenus de Qolab découlant principalement d'un volume d'activités moins élevé.

Statistiques d'écoute du marché francophone

Tableau 2

Statistiques d'écoute du marché francophone

(Parts de marché en %)

Deuxième trimestre 2026 vs Deuxième trimestre 2025			
	2026	2025	Écart
Chaînes généralistes francophones :			
TVA	20,0	21,8	-1,8
SRC	10,9	10,9	-
Noovo	5,5	6,1	-0,6
	36,4	38,8	-2,4
Chaînes spécialisées et payantes francophones :			
TVA	24,2	22,0	2,2
Bell Média	13,0	12,9	0,1
Corus	3,0	4,2	-1,2
SRC	7,4	7,6	-0,2
Autres	4,4	4,6	-0,2
	52,0	51,3	0,7
Total chaînes anglophones et autres :	11,6	9,9	1,7
Groupe TVA	44,2	43,8	0,4

Source : Numeris - Québec franco, 1^{er} avril au 30 juin, l-d, 2h-2h, t2+.

Pour la période du 1^{er} avril au 30 juin 2026, les parts de marché de Groupe TVA ont augmenté de 0,4 part par rapport à la période correspondante de 2025, passant de 43,8 parts à 44,2 parts.

Le Réseau TVA demeure en tête des stations généralistes avec ses 20,0 parts de marché, soit plus que les parts de marché réunies de ses deux principaux concurrents généralistes.

Les parts de marché combinées des services spécialisés de Groupe TVA ont été de 24,2 parts pour le deuxième trimestre de 2026 comparativement à 22,0 parts pour la même période de 2025, soit une augmentation de 2,2 parts. La chaîne TVA Sports a connu une croissance exceptionnelle de 3,0 parts pour cette période alimentée, entre autres, par la présence des Canadiens de Montréal dans les séries éliminatoires de la LNH. Les chaînes de divertissement ont connu un recul de 0,6 part, alors que la chaîne de nouvelles et d'affaires publiques LCN a connu une baisse de 0,3 part par rapport au trimestre correspondant de 2025. Elle conserve toutefois le titre de la chaîne spécialisée la plus écoutée au Québec, devançant même la chaîne Noovo.

Les trois rondes des séries éliminatoires auxquelles ont participé les Canadiens de Montréal occupent les trois premières positions des émissions les plus regardées au Québec au cours du deuxième trimestre 2026, avec des auditoires moyens de près de 1,4 million de téléspectateurs chacune, alors que la quotidienne *Indéfendable*, avec un auditoire moyen de plus de 1,2 million de téléspectateurs, se retrouve en quatrième position du top 5 de ce palmarès.

BAIIA ajusté de 20 848 000 \$, soit un écart favorable de 18 620 000 \$, expliqué principalement par :

- l'amélioration de la rentabilité de TVA Sports découlant de l'augmentation de 65,2 % de ses revenus, telle qu'expliquée ci-dessus, bien que ses charges d'exploitation aient augmenté de 15,4 %, notamment au niveau des coûts de contenu, lié aux séries éliminatoires et à un décalage dans l'attribution des droits de la LNH, ainsi qu'au niveau des commissions sur ventes publicitaires;
- la hausse de la rentabilité du Réseau TVA, découlant essentiellement de la baisse de 17,0 % de ses charges d'exploitation qui a plus que compensé la baisse de ses revenus. La baisse des charges d'exploitation est principalement liée à des économies au niveau des coûts de contenu, des commissions sur ventes publicitaires, des économies découlant des plans de restructuration, notamment au niveau des coûts liés au personnel, ainsi qu'à la comptabilisation rétroactivement au 1^{er} janvier 2026 du crédit d'impôt visant à soutenir les médias d'information québécois, crédit qui s'applique aux médias audiovisuels à la suite du dernier budget du gouvernement du Québec; et
- la hausse de 25,6 % du BAIIA ajusté des chaînes de divertissement provenant essentiellement de la baisse de 6,1 % de leurs charges d'exploitation, notamment au niveau des coûts de contenu, qui a plus que compensé la baisse de leurs revenus publicitaires;

contrebalancées en partie par :

- la diminution de 60,5 % du BAIIA ajusté de Qolab découlant principalement de la baisse du volume d'activités; et
- la diminution de 8,8 % du BAIIA ajusté des chaînes d'information découlant essentiellement de la baisse de 15,2 % des revenus publicitaires et de 5,4 % des revenus d'abonnement, bien que la chaîne LCN ait pu aussi bénéficier de la comptabilisation rétroactivement au 1^{er} janvier 2026 du crédit d'impôt visant à soutenir les médias d'information québécois ainsi que d'économies au niveau des commissions sur ventes publicitaires.

Analyse de la relation coûts/revenus : Les coûts liés au personnel et aux achats de biens et services pour l'ensemble des activités du secteur Télédiffusion (exprimés en pourcentage des revenus) ont diminué, passant de 98,0 % pour le deuxième trimestre 2025 à 83,0 % pour la même période de 2026. Cette baisse provient de la combinaison de l'augmentation des revenus et de la baisse des charges d'exploitation du secteur.

Comparaison des six premiers mois de 2026 et 2025

Revenus de 226 751 000 \$, soit une augmentation de 15 162 000 \$ (7,2 %), principalement attribuable à :

- la hausse de 76,5 % des revenus publicitaires et de 25,5 % des revenus d'abonnement pour TVA Sports découlant essentiellement des mêmes éléments que ceux mentionnés dans la comparaison des deuxièmes trimestres 2026 et 2025; et
- la hausse de 2,4 % des revenus d'abonnement des chaînes de divertissement en lien avec l'entente conclue sur les taux de redevances de ces chaînes au cours du quatrième trimestre 2025;

contrebalancées en partie par :

- la baisse de 4,5 % des revenus publicitaires du Réseau TVA, bien que les revenus numériques aient augmenté de 3,1 %;
- la baisse de 20,5 % des revenus de Qolab découlant essentiellement d'un volume d'activités moindre;
- la diminution de 12,9 % des revenus publicitaires des chaînes d'information; et
- la baisse de 12,2 % des revenus publicitaires des chaînes de divertissement.

BAIIA ajusté de 21 626 000 \$, soit une variation favorable de 39 111 000 \$, expliquée principalement par :

- l'augmentation de la rentabilité de TVA Sports attribuable à l'augmentation de 42,3 % de ses revenus, telle qu'expliquée ci-dessus, alors que ses charges d'exploitation sont demeurées relativement stables. L'augmentation de certains coûts, dont les commissions sur ventes publicitaires, a été contrebalancée en grande partie par des économies, notamment au niveau des coûts de contenu, alors qu'au cours de la période correspondante de 2025, la chaîne avait diffusé *La Confrontation des 4 nations*;
- le retour à la profitabilité du Réseau TVA découlant de la baisse de 18,4 % de ses charges d'exploitation, notamment au niveau des coûts de contenu, des coûts liés au personnel, des commissions sur ventes publicitaires et des coûts liés aux immeubles, en plus de la comptabilisation du crédit d'impôt visant à soutenir les médias d'information québécois et du renversement de la taxe sur les services numériques pour des périodes antérieures à 2026, qui a plus que compensé la baisse de ses revenus, principalement publicitaires; et
- la hausse de 24,8 % du BAIIA ajusté des chaînes de divertissement, essentiellement attribuable à la baisse de 5,6 % de leurs charges d'exploitation, notamment au niveau des coûts de contenu, ainsi qu'à la hausse de leurs revenus d'abonnement, telle qu'expliquée ci-dessus, qui a plus que compensé la baisse des revenus publicitaires;

contrebalancés en partie par :

- la baisse de 62,7 % du BAIIA ajusté de Qolab découlant principalement du volume d'activités moindre; et
- la légère diminution du BAIIA ajusté des chaînes d'information, provenant principalement de la baisse de leurs revenus publicitaires, contrebalancée en grande partie par la baisse de 7,9 % de leurs charges d'exploitation, découlant essentiellement de la comptabilisation du crédit d'impôt visant à soutenir les médias d'information québécois et d'un décalage dans les dépenses de publicité et promotion.

Analyse de la relation coûts/revenus : Les coûts liés au personnel et aux achats de biens et services pour l'ensemble des activités du secteur Télédiffusion (exprimés en pourcentage des revenus) ont diminué, passant de 108,3 % pour le premier semestre 2025 à 90,5 % pour la même période de 2026. Cette baisse provient de la combinaison de la baisse des charges d'exploitation et de la hausse des revenus du secteur.

Comparaison des deuxièmes trimestres 2026 et 2025

Revenus de 15 087 000 \$, soit une augmentation de 480 000 \$ (3,3 %), principalement attribuable à :

- la hausse de 31,7 % des revenus de services d'accessibilité média en lien avec l'augmentation du volume d'activités au niveau du doublage; et
- la hausse de 3,2 % des revenus de location de studios et d'équipements liée essentiellement à un volume d'activités plus élevé au cours du deuxième trimestre 2026 par rapport au trimestre correspondant de 2025;

contrebalancées en partie par :

- la diminution des revenus de location de mobiles liée à la baisse du volume d'activités; et
- la baisse de 3,9 % des revenus de postproduction découlant d'un volume d'activités moins élevé également.

BAIIA ajusté de 2 016 000 \$, soit un écart défavorable de 175 000 \$ (-8,0 %), expliqué principalement par :

- la diminution de 35,9 % du BAIIA ajusté généré par les services de location de studios et d'équipements, malgré l'augmentation des revenus et du volume d'activités, découlant essentiellement d'une augmentation de 21,0 % des charges d'exploitation, notamment au niveau des coûts de sous-location afin de pouvoir répondre aux besoins des clients étrangers et au niveau des frais liés aux immeubles;

contrebalancée en partie par :

- l'amélioration de 58,5 % du BAIIA ajusté négatif généré par les activités de postproduction découlant essentiellement de la baisse de 12,5 % des charges d'exploitation, notamment des économies au niveau des coûts liés au personnel et liées à la baisse du volume d'activités; et
- la hausse de 68,1 % du BAIIA ajusté lié aux services d'accessibilité média découlant de l'augmentation du volume d'activités.

Analyse de la relation coûts/revenus : Les coûts liés au personnel et aux achats de biens et services pour l'ensemble des activités du secteur Services cinématographiques et audiovisuels (exprimés en pourcentage des revenus) ont augmenté, passant de 85,0 % pour le deuxième trimestre 2025 à 86,6 % pour le deuxième trimestre 2026. Cette augmentation provient essentiellement de l'augmentation plus importante des charges d'exploitation en proportion des charges totales du secteur que l'augmentation des revenus en proportion des revenus totaux.

Comparaison des six premiers mois de 2026 et 2025

Revenus de 24 964 000 \$, soit une diminution de 2 143 000 \$ (-7,9 %), principalement attribuable à :

- la baisse de 13,4 % des revenus de location de studios et d'équipements expliquée par un volume d'activités moins élevé pour le premier semestre 2026 par rapport à la même période de 2025, en grande partie lié à une baisse des productions à l'interne;
- la baisse de 29,0 % des revenus de location de mobiles découlant d'un volume d'activités moindre, en grande partie lié à une baisse des productions à l'interne également; et
- la baisse de 8,8 % des revenus de postproduction découlant d'un volume d'activités moins élevé également;

contrebalancées en partie par :

- la hausse de 11,6 % des revenus d'accessibilité média expliquée par l'augmentation du volume d'activités au niveau du doublage.

BAIIA ajusté de 136 000 \$, soit un écart défavorable de 2 178 000 \$ (-94,1 %), expliqué principalement par :

- la diminution de la rentabilité des activités de location de studios et d'équipements expliquée par la baisse du volume d'activités, en grande partie liée à des productions à l'interne, ainsi que par des coûts plus importants, notamment au niveau des frais de sous-location et liés aux immeubles; et
- la diminution de 63,7 % du BAIIA ajusté généré par la location de mobiles découlant de la baisse du volume d'activités, liée également en grande partie à des productions à l'interne qui n'ont pas été reconduites;

contrebalancées en partie par :

- l'amélioration de 44,4 % du BAIIA ajusté négatif généré par les activités de postproduction expliquée par les mêmes éléments que ceux mentionnés dans la comparaison des deuxièmes trimestres 2026 et 2025.

Analyse de la relation coûts/revenus : Les coûts liés au personnel et aux achats de biens et services pour l'ensemble des activités du secteur Services cinématographiques et audiovisuels (exprimés en pourcentage des revenus) ont augmenté, passant de 91,5 % au premier semestre 2025 à 99,5 % au premier semestre 2026. Cette augmentation provient principalement de la baisse des revenus.

Magazines

Comparaison des deuxièmes trimestres 2026 et 2025

Revenus de 6 796 000 \$, soit une baisse de 829 000 \$ (-10,9 %), essentiellement attribuable aux baisses de 26,6 % de l'aide provenant du Fonds du Canada pour les périodiques, de 17,4 % des revenus d'abonnement et de 10,2 % des revenus en kiosque. Ces baisses découlent principalement de la réduction du nombre de parutions pour certains titres et de la réduction des subventions du Fonds du Canada pour les périodiques liée au changement de la méthode d'attribution.

Fonds du Canada pour les périodiques (« FCP »)

Le 1^{er} avril 2010, le gouvernement canadien a instauré le FCP qui offre une aide financière aux industries canadiennes des magazines et des journaux non quotidiens afin qu'elles puissent continuer à produire et à diffuser du contenu canadien. En 2020, le ministre du Patrimoine canadien a annoncé la modernisation de ce fonds avec l'objectif de miser davantage sur la création de contenu canadien, un changement prenant effet pour le cycle de subventions débutant le 1^{er} avril 2021 et prévoyant une période de transition de cinq ans, à la fin de laquelle les changements apportés au programme seront tous en vigueur. Ainsi, au 31 mars 2026, la période de transition est complétée. Compte tenu que l'ancienne méthode d'attribution des subventions était davantage axée sur la diffusion des titres, ce changement a et continuera d'avoir un impact majeur sur le montant d'aide gouvernementale dont bénéficie ce secteur d'activités depuis la transition. L'ensemble de l'aide reliée à ce fonds est entièrement enregistré à titre de revenus et représente 16,0 % des revenus du secteur pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2026 (19,4 % pour la période correspondante de 2025).

BAIIA ajusté de 507 000 \$, soit une baisse de 141 000 \$ (-21,8 %), découlant principalement de la baisse des revenus, telle qu'expliquée ci-dessus, qui n'a pu être totalement compensée par les économies réalisées, notamment au niveau des frais d'impression, des coûts liés au personnel ainsi que des frais de distribution et de recyclage.

Analyse de la relation coûts/revenus : Les coûts liés au personnel et aux achats de biens et services pour l'ensemble des activités du secteur Magazines (exprimés en pourcentage des revenus) ont augmenté et représentent 92,5 % pour le second trimestre de 2026 contre 91,5 % pour la même période de 2025. Cette augmentation s'explique par la baisse plus importante des revenus que la baisse des charges d'exploitation.

Comparaison des six premiers mois de 2026 et 2025

Revenus de 12 484 000 \$, soit une baisse de 2 151 000 \$ (-14,7 %), principalement attribuable aux baisses de 26,6 % de l'aide provenant du FCP, de 18,8 % des revenus d'abonnement, de 12,4 % des revenus en kiosque et de 6,6 % des revenus publicitaires. Ces baisses sont expliquées essentiellement par les mêmes éléments que ceux mentionnés dans la comparaison des deuxièmes trimestres 2026 et 2025.

BAIIA ajusté de 612 000 \$, soit un écart favorable de 145 000 \$ (31,0 %), expliqué principalement par des économies supérieures à la baisse des revenus, pour les mêmes éléments que ceux mentionnés dans la comparaison des deuxièmes trimestres 2026 et 2025, en plus d'économies au niveau des pigistes.

Analyse de la relation coûts/revenus : Les coûts liés au personnel et aux achats de biens et services pour l'ensemble des activités du secteur Magazines (exprimés en pourcentage des revenus) ont diminué, passant de 96,8 % pour le premier semestre 2025 à 95,1 % pour le premier semestre 2026. Cette diminution s'explique par la baisse plus importante des charges d'exploitation en proportion des charges totales du secteur que la baisse des revenus en proportion des revenus totaux.

Production et distribution

Comparaison des deuxièmes trimestres 2026 et 2025

Revenus de 1 311 000 \$, soit une diminution de 51 000 \$ (-3,7 %), principalement attribuable au transfert des activités de la division TVA Films à Québecor Films inc. le 1^{er} janvier 2026, contrebalancé en partie par la hausse des revenus de TVA Distribution, découlant d'un volume d'activités plus élevé lié à la vente de certaines séries à Disney+.

Les activités reliées à la distribution de films produits par Incendo représentent 31,4 % des revenus de ce secteur pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2026 alors qu'elles représentaient 30,5 % pour la période correspondante de 2025.

BAIIA ajusté négatif de 137 000 \$, soit une variation favorable de 2 722 000 \$, expliquée principalement par la comptabilisation non récurrente d'une charge de dépréciation de certains droits au cours du deuxième trimestre 2025 ainsi que par le transfert des activités de TVA Films à Québecor Films inc., division qui avait réalisé une perte au cours du deuxième trimestre 2025 également.

Analyse de la relation coûts/revenus : Les coûts liés au personnel et aux achats de biens et services pour l'ensemble des activités du secteur Production et distribution (exprimés en pourcentage des revenus) ont diminué et représentent 110,5 % pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2026 contre 309,9 % pour la même période de 2025. Cette baisse s'explique principalement par la diminution des charges d'exploitation, alors qu'une charge de dépréciation de certains droits avait été comptabilisée au cours du deuxième trimestre 2025.

Comparaison des six premiers mois de 2026 et 2025

Revenus de 2 354 000 \$, soit une diminution de 910 000 \$ (-27,9 %), expliquée principalement par les mêmes éléments que ceux mentionnés dans la comparaison des deuxièmes trimestres 2026 et 2025.

Les activités reliées à la distribution de films produits par Incendo représentent 38,7 % des revenus de ce secteur pour la période de six mois terminée le 30 juin 2026 alors qu'elles représentaient 24,3 % pour la période correspondante de 2025.

BAIIA ajusté négatif de 214 000 \$, soit une variation favorable de 2 628 000 \$, expliquée principalement par les mêmes éléments que ceux mentionnés dans la comparaison des deuxièmes trimestres 2026 et 2025.

Analyse de la relation coûts/revenus : Les coûts liés au personnel et aux achats de biens et services pour l'ensemble des activités du secteur Production et distribution (exprimés en pourcentage des revenus) ont diminué et représentent 109,1 % pour la période de six mois terminée le 30 juin 2026 contre 187,1 % pour la même période de 2025. Cette baisse s'explique principalement par le même élément que celui mentionné dans la comparaison des deuxièmes trimestres 2026 et 2025, en plus du transfert des activités de TVA Films à Québecor Films inc. le 1^{er} janvier 2026.

FLUX DE TRÉSORERIE ET SITUATION FINANCIÈRE

Les flux de trésorerie de la Société liés aux activités d'exploitation, d'investissement et de financement sont résumés dans le tableau 3 suivant :

Tableau 3
Résumé des flux de trésorerie de la Société
(en milliers de dollars)

	Trois mois terminés les 30 juin		Six mois terminés les 30 juin	
	2026	2025	2026	2025
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	(4 211) \$	15 918 \$	7 886 \$	(14 683) \$
Acquisitions d'immobilisations corporelles et d'actifs incorporels	(956)	(2 144)	(1 090)	(6 847)
Dispositions d'actifs	-	-	2 000	-
Acquisition d'entreprise, nette des espèces	(1 743)	-	(1 743)	-
Autres	(484)	(433)	(1 016)	(711)
Variation des espèces et remboursement (augmentation) de la dette	(7 394) \$	13 341 \$	6 037 \$	(22 241) \$
	30 juin 2026		31 décembre 2025	
Situation à la fin :				
Tranche à court terme de la dette auprès de la société mère		- \$		- \$
Moins : espèces		(19 315)		(13 278)
(Espèces)		(19 315) \$		(13 278) \$

Activités d'exploitation

Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation en baisse de 20 129 000 \$ pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2026 par rapport à la période correspondante de 2025. Cet écart est principalement dû à la variation nette défavorable de 42 942 000 \$ au niveau des actifs et passifs d'exploitation, contrebalancé en partie par l'écart favorable de 21 559 000 \$ au niveau du BAIIA ajusté. La variation nette défavorable des actifs et passifs d'exploitation s'explique essentiellement par des écarts défavorables au niveau des créditeurs, charges à payer et provisions, des débiteurs ainsi que des droits de contenu à payer, contrebalancés en partie par un écart favorable au niveau du contenu audiovisuel.

Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation en hausse de 22 569 000 \$ pour la période de six mois terminée le 30 juin 2026 par rapport à la période correspondante de 2025 principalement dû à un écart favorable de 41 057 000 \$ au niveau du BAIIA ajusté ainsi qu'à un écart favorable au niveau des frais de restructuration, contrebalancés en partie par la variation nette défavorable de 21 415 000 \$ au niveau des actifs et passifs d'exploitation. La variation nette défavorable des actifs et passifs d'exploitation s'explique essentiellement par un écart défavorable au niveau des créditeurs, charges à payer et provisions, contrebalancé en partie par un écart favorable au niveau du contenu audiovisuel.

Fonds de roulement de 110 703 000 \$ au 30 juin 2026 comparativement à un fonds de roulement de 94 470 000 \$ au 31 décembre 2025. Cet écart favorable de 16 233 000 \$ est principalement attribuable à la diminution des créditeurs, charges à payer et provisions ainsi qu'à l'augmentation des espèces et des frais payés d'avance, contrebalancées en partie par la baisse du contenu audiovisuel ainsi que des débiteurs.

Activités d'investissement

Acquisitions d'immobilisations corporelles et d'actifs incorporels de 956 000 \$ pour le deuxième trimestre 2026, comparativement à 2 144 000 \$ pour la même période de 2025, soit une baisse de 1 188 000 \$. Cette baisse s'explique essentiellement par une diminution des projets d'investissement en immobilisations corporelles et en actifs incorporels réalisés au cours du deuxième trimestre 2026 ainsi que par l'achèvement du projet d'aménagement des nouveaux studios et du transfert des opérations télévisuelles au 4545, rue Frontenac à Montréal au cours de l'exercice 2025.

Acquisitions d'immobilisations corporelles et d'actifs incorporels de 1 090 000 \$ pour les six premiers mois de 2026, comparativement à 6 847 000 \$ pour la même période de 2025, soit une baisse de 5 757 000 \$ expliquée principalement par les mêmes éléments que ceux mentionnés dans la comparaison des acquisitions pour le deuxième trimestre 2026 par rapport aux acquisitions pour la période correspondante de 2025.

Dispositions d'actifs pour un produit de disposition de 2 000 000 \$ pour le premier semestre de 2026 découlant de la vente des actifs de la division TVA Films à Québecor Films inc. (nulle pour la période correspondante de 2025).

Acquisition d'entreprise, nette des espèces pour un prix d'acquisition préliminaire de 1 743 000 \$ pour le deuxième trimestre 2026 et pour le premier semestre 2026 découlant de l'acquisition de Transmission Squelch inc. (nulle pour les périodes correspondantes de 2025).

Activités de financement

Dette auprès de la société mère (excluant les frais de financement reportés) nulle au 30 juin 2026 et au 31 décembre 2025.

Situation financière au 30 juin 2026

Liquidités disponibles de 139 315 000 \$, soit une facilité de crédit renouvelable disponible et inutilisée de 120 000 000 \$ ainsi que des espèces de 19 315 000 \$.

Au 30 juin 2026 et au 31 décembre 2025, aucune somme n'était prélevée sur la facilité de crédit renouvelable auprès de QMI.

Le 29 juin 2026, la Société a amendé sa facilité de crédit renouvelable garantie de 120 000 000 \$ intervenue avec QMI en tant que prêteur afin de proroger son échéance du 30 juin 2026 au 30 juin 2027. Cette facilité de crédit renouvelable porte intérêt au *Canadian Overnight Repo Rate Average* (« CORRA ») ou au taux préférentiel du Canada, majoré d'une prime déterminée en fonction du ratio d'endettement de la Société.

Au 30 juin 2026, aucune somme n'était prélevée sur la facilité de crédit à demande, alors que des lettres de crédit étaient en circulation pour un montant total de 1 787 000 \$. Au 31 décembre 2025, aucune somme n'était prélevée sur la facilité de crédit à demande, alors que des lettres de crédit étaient en circulation pour un montant total de 1 723 000 \$.

La direction de la Société est d'avis que les flux de trésorerie générés sur une base annuelle par les activités d'exploitation poursuivies et les sources de financement disponibles externes et auprès de la société mère devraient être suffisants pour remplir ses engagements en matière d'investissement en immobilisations corporelles et actifs incorporels, d'acquisitions d'entreprises, de fonds de roulement, de paiement d'intérêts, de paiement d'impôts sur le bénéfice, de remboursement de dettes et d'obligations locatives, de contributions conformément aux régimes de retraite, de rachat d'actions et de dividendes aux actionnaires et pour respecter ses engagements et garanties.

Au 30 juin 2026, la Société respectait toutes les conditions relatives à ses facilités de crédit renouvelables.

Analyse du bilan consolidé au 30 juin 2026

Tableau 4

Bilans consolidés de Groupe TVA

Analyse des principales variations entre les 30 juin 2026 et 31 décembre 2025

(en milliers de dollars)

	30 juin 2026		31 décembre 2025		Écart	Principales sources d'explication de l'écart
<u>Actif</u>						
Débiteurs	133 838	\$	154 453	\$	(20 615)	\$ Impact de l'encaissement de certains comptes à recevoir de sociétés sous contrôle commun, net de l'augmentation des comptes à recevoir externes.
Contenu audiovisuel à court terme	87 667		118 226		(30 559)	Impact de la variation courante et saisonnière des activités.
<u>Passif</u>						
Créditeurs, charges à payer et provisions	100 551	\$	155 441	\$	(54 890)	\$ Impact du paiement de soldes dus à la société mère, à des sociétés sous contrôle commun et associées ainsi qu'à des fournisseurs externes.

INFORMATIONS ADDITIONNELLES

Obligations contractuelles

Les obligations contractuelles importantes des activités d'exploitation de la Société comprennent les remboursements de capital, d'intérêts et de frais de disponibilité sur la dette et les obligations locatives, les paiements pour des contrats d'acquisition de contenu audiovisuel ainsi que les engagements relatifs aux dépenses en immobilisations corporelles, actifs incorporels et autres engagements.

Afin d'obtenir un résumé des obligations contractuelles de la Société, veuillez vous référer au rapport de gestion annuel de Groupe TVA pour l'exercice terminé le 31 décembre 2025. En date du 30 juin 2026, aucune modification significative n'a été apportée aux obligations contractuelles importantes de la Société depuis la fin de l'exercice précédent.

Opérations conclues entre sociétés apparentées

La Société a conclu les opérations suivantes avec des sociétés apparentées dans le cours normal de ses activités. Ces opérations ont été comptabilisées à la valeur d'échange convenue entre les parties.

Au cours du second trimestre 2026, la Société a vendu des espaces publicitaires et du contenu, a enregistré des revenus d'abonnement et a fourni des services de production, de postproduction et autres à des sociétés sous contrôle commun et associées pour un montant global de 29 957 000 \$ (31 229 000 \$ au second trimestre 2025). La baisse provient principalement d'une diminution des revenus d'abonnement et des revenus publicitaires auprès d'une société sous contrôle commun ainsi que de la diminution des revenus de production commerciale auprès de sociétés sous contrôle commun.

Pour le deuxième trimestre de 2026, la Société a constaté des charges liées à des achats de contenu, à des services de télécommunication, des achats d'espaces publicitaires, de services professionnels, des commissions sur ventes, des honoraires pour des services de presse, des services technologiques, numériques et autres provenant de transactions effectuées auprès de sociétés sous contrôle commun et associées pour un total de 26 742 000 \$ (28 245 000 \$ pour le second trimestre de 2025). La baisse provient principalement d'une diminution des achats de contenu auprès de sociétés associées, nette d'une augmentation d'achat d'espaces publicitaires auprès d'une société sous contrôle commun.

De plus, au cours du deuxième trimestre 2026, la Société a facturé des honoraires de gestion à des sociétés sous contrôle commun pour un montant de 210 000 \$ (354 000 \$ au deuxième trimestre 2025). La diminution des honoraires de gestion facturés découle de la mise en place de plans de restructuration, entraînant une diminution du coût des services rendus. Ces honoraires sont comptabilisés en réduction des charges d'exploitation.

La Société a également assumé des honoraires de gestion de la société mère pour un montant de 1 979 000 \$ pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2026 (2 238 000 \$ pour la période correspondante de 2025) ainsi que des frais de disponibilité pour un montant de 149 000 \$ sur la facilité de crédit renouvelable garantie (des intérêts et frais de disponibilité de 1 134 000 \$ pour la période correspondante de 2025).

Au cours des six premiers mois de 2026, la Société a vendu des espaces publicitaires et du contenu, a enregistré des revenus d'abonnement et a fourni des services de production, de postproduction et autres à des sociétés sous contrôle commun et associées pour un montant global de 58 223 000 \$ (59 987 000 \$ pour les six premiers mois de 2025). La baisse provient principalement d'une diminution des revenus de production et de postproduction auprès de sociétés associées ainsi que de la diminution des revenus de production commerciale auprès de sociétés sous contrôle commun.

Pour les six premiers mois de 2026, la Société a constaté des charges liées à des achats de contenu, à des services de télécommunication, des achats d'espaces publicitaires, de services professionnels, des commissions sur ventes, des honoraires pour des services de presse, des services technologiques, numériques et autres provenant de transactions effectuées auprès de sociétés sous contrôle commun et associées, pour un total de 59 024 000 \$ (58 471 000 \$ pour les six premiers mois de 2025). La légère hausse provient principalement d'une augmentation des achats de contenu auprès de sociétés associées, nette d'une diminution au niveau des commissions sur ventes et des honoraires pour la gestion du contenu auprès de la société mère.

De plus, au cours du premier semestre 2026, la Société a facturé des honoraires de gestion à des sociétés sous contrôle commun pour un montant de 420 000 \$ (694 000 \$ au premier semestre 2025). La diminution est expliquée par le même élément que celui mentionné ci-dessus.

La Société a également assumé des honoraires de gestion de la société mère pour un montant de 3 958 000 \$ pour les six premiers mois de 2026 (4 477 000 \$ pour la période correspondante de 2025) ainsi que des frais de disponibilité pour un montant de 381 000 \$ sur la facilité de crédit renouvelable garantie (des intérêts et frais de disponibilité de 1 954 000 \$ pour la période correspondante de 2025).

Capital-actions

Le tableau 5 présente les données du capital-actions de la Société. De plus, 640 450 options d'achat d'actions classe B de la Société étaient en circulation au 10 juillet 2026.

Tableau 5
Capital-actions en circulation au 10 juillet 2026
(en actions et en dollars)

	Émises en circulation	Valeur comptable
Actions ordinaires classe A	4 320 000	0,02 \$
Actions classe B	38 885 535	5,33 \$

Contrôles et procédures de communication de l'information

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière a pour objectif de fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière de la Société et à la préparation des états financiers selon les IFRS. Au cours du trimestre terminé le 30 juin 2026, aucune modification touchant le contrôle interne à l'égard de l'information financière qui aurait eu ou qui serait raisonnablement susceptible d'avoir une incidence importante n'a été effectuée.

Renseignements supplémentaires

La Société est un émetteur assujéti en vertu des lois sur les valeurs mobilières de toutes les provinces canadiennes. Par conséquent, elle est tenue de déposer des états financiers, une circulaire de sollicitation de procurations et une notice annuelle auprès des divers organismes de réglementation de valeurs mobilières. On peut obtenir, sans frais, une copie de ces documents, sur demande adressée à la Société ou sur Internet à www.sedarplus.ca et www.groupepva.ca.

Mise en garde concernant l'information prospective

Les énoncés figurant dans le présent rapport de gestion qui ne sont pas des faits historiques peuvent constituer des énoncés prospectifs assujettis à des risques, à des incertitudes et à des hypothèses importants connus et inconnus qui sont susceptibles d'entraîner un écart important entre les résultats réels de la Société dans des périodes futures et ceux qui figurent dans les énoncés prospectifs. Les énoncés prospectifs sont généralement reconnaissables à l'utilisation du conditionnel, d'expressions prospectives comme « proposer », « s'attendre à », « pouvoir », « anticiper », « avoir l'intention de », « estimer que », « prévoir », « désirer » ou « croire » ou la tournure négative de ces expressions ou de leurs variantes ou toute terminologie similaire. Au nombre des facteurs pouvant entraîner un écart entre les résultats réels et les attentes actuelles figure la saisonnalité, les risques d'exploitation (y compris les mesures relatives à l'établissement des prix prises par des concurrents et les risques reliés à la perte de clients clés dans le secteur Services cinématographiques et audiovisuels ainsi que dans le secteur Production et distribution), les risques reliés aux coûts de contenu de la programmation et de production, le risque de crédit, les risques associés à la réglementation gouvernementale, les risques associés à l'aide gouvernementale, aux effets de la conjoncture économique et de la fragmentation du paysage médiatique, les risques reliés à la capacité d'adaptation de la Société face à l'évolution technologique rapide et aux nouvelles formes de diffusion ou de stockage, les risques reliés aux relations de travail, les impacts liés à la cybersécurité et au maintien de la protection des renseignements personnels, ainsi que les risques liés aux urgences en matière de santé publique, et toute mesure d'urgence mise en œuvre par le gouvernement.

Les énoncés prospectifs décrits dans ce document afin de permettre aux investisseurs et au public de mieux comprendre l'environnement dans lequel la Société évolue sont fondés sur des hypothèses qu'elle croit être raisonnables au moment où elle a émis ces énoncés prospectifs. Les investisseurs et autres personnes devraient noter que la liste des facteurs mentionnés ci-dessus, qui sont susceptibles d'influer sur les résultats futurs, n'est pas exhaustive et éviter de se fier indûment à tout énoncé prospectif.

Pour de plus amples renseignements sur les risques, incertitudes et hypothèses susceptibles d'entraîner un écart entre les résultats réels de la Société et les attentes actuelles, veuillez vous reporter aux documents publics déposés par la Société qui sont disponibles à www.sedarplus.ca et www.groupepva.ca, y compris, en particulier, la rubrique « Risques et incertitudes » du rapport de gestion annuel de la Société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2025.

Les énoncés prospectifs figurant dans le présent rapport de gestion reflètent les attentes de la Société au 30 juillet 2026 et sont sous réserve des changements pouvant survenir après cette date. La Société décline expressément toute obligation ou tout engagement de mettre à jour ces énoncés prospectifs, que ce soit en raison de nouveaux renseignements ou d'événements futurs ou pour quelque autre motif que ce soit, à moins que les lois sur les valeurs mobilières applicables le requièrent.

Montréal (Québec)

Le 30 juillet 2026

Tableau 6
SÉLECTION DE DONNÉES FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES

(en milliers de dollars sauf les montants relatifs aux données par action)

	2026		2025	
	30 juin	31 mars	31 déc.	30 sept.
Exploitation				
Revenus	143 264 \$	117 793 \$	185 543 \$	106 192 \$
BAIIA ajusté (BAIIA ajusté négatif)	23 313 \$	(996) \$	50 090 \$	18 500 \$
Bénéfice (perte) net(te) attribuable aux actionnaires	13 189 \$	(4 275) \$	31 877 \$	8 012 \$
Données par action de base et diluées				
Résultat par action de base	0,31 \$	(0,10) \$	0,74 \$	0,19 \$
Résultat par action dilué	0,30 \$	(0,10) \$	0,74 \$	0,19 \$
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (en milliers)	43 206	43 206	43 206	43 206
Nombre moyen pondéré d'actions diluées (en milliers)	43 311	43 206	43 206	43 206
	2025		2024	
	30 juin	31 mars	31 déc.	30 sept.
Exploitation				
Revenus	129 415 \$	119 668 \$	146 701 \$	112 416 \$
BAIIA ajusté (BAIIA ajusté négatif)	1 754 \$	(20 494) \$	5 031 \$	12 221 \$
(Perte) bénéfice net(te) attribuable aux actionnaires	(4 793) \$	(20 309) \$	(1 143) \$	2 608 \$
Données par action de base et diluées				
Résultat par action de base et dilué	(0,11) \$	(0,47) \$	(0,03) \$	0,06 \$
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation et diluées (en milliers)	43 206	43 206	43 206	43 206

- Les secteurs d'activités de la Société subissent les effets du caractère saisonnier de certaines de leurs activités causés, entre autres, par les variations saisonnières des revenus publicitaires, les habitudes de visionnement, de lecture et d'écoute du public, les besoins en services de production des producteurs internationaux et locaux, la demande de contenu de la part des télédiffuseurs mondiaux et les calendriers de livraison afférents. Puisque la Société dépend des ventes de publicité pour une portion importante de ses revenus, ses résultats d'exploitation sont aussi sensibles aux conditions économiques qui prévalent, y compris les changements dans les conditions économiques locales, régionales et nationales, en outre parce qu'ils peuvent affecter les dépenses de publicité.
- Dans le secteur Télédiffusion, les charges d'exploitation varient principalement en fonction des coûts de programmation qui sont directement reliés aux stratégies de programmation et à la diffusion des événements sportifs en direct, alors que dans le secteur Services cinématographiques et audiovisuels, les charges d'exploitation varient en fonction des besoins en services de production des producteurs internationaux et locaux. Dans le secteur Magazines, les charges d'exploitation varient en fonction des sorties de magazines qui peuvent varier d'un trimestre à l'autre alors que dans le secteur Production et distribution, les charges d'exploitation varient en fonction des calendriers de livraison ainsi que des revenus estimatifs futurs.

Par conséquent, les BAIIA ajustés des périodes intermédiaires peuvent varier d'un trimestre à l'autre.